

Sputnik : la liste musulmane accusée par Christine Tasin d'avoir pour ambition d'instaurer la charia en France

écrit par Christine Tasin | 16 mai 2019



J'ai eu le plaisir de découvrir par hasard que *Sputnik France* avait publié un article à propos de [mon passage](#) sur les ondes de Sud Radio. Ils ont bien compris l'importance de mes prises de position sur une radio officielle.

Merci encore à Sud Radio et à Sputnik de relayer ces vérités cachées par tous les autres medias officiels.

D'autres oseront-ils inviter les islamophobes patentés de *Résistance républicaine* et de *Riposte laïque* ? On a beaucoup à leur apprendre et à apprendre à leurs auditeurs et spectateurs...

Imposer à la France les règles de la charia contre celles de la République, c'est ce que Christine Tasin reproche à la liste musulmane aux européennes. La présidente de Résistance républicaine l'a affirmé au micro de Sud radio.

Sur les ondes de Sud radio, la présidente de *Résistance républicaine* Christine Tasin a critiqué liste musulmane aux européennes animée par l'Union des [musulmans](#) démocrates de France (UDMF). Celle qui reconnaît ouvertement «ne pas aimer l'islam» a déclaré que l'UDMF est «un parti qui veut tout simplement appliquer dans la loi française ce qu'on appelle la [charia](#), cela veut dire tous les principes de la loi islamique».

Pointant un des points du programme du parti musulman, «une loi pour combattre l'islamophobie», Mme Tasin a affirmé que cette campagne menée par le Collectif contre l'islamophobie en France vise à «criminaliser la critique de l'islam en faisant croire que c'est la critique des musulmans».



© AFP 2019 JOHN THYS

Elle a ajouté que la liste de l'UDMF appelait à instaurer une loi interdisant la critique de l'islam au niveau du parlement européen. «C'est le retour du délit de blasphème», a-t-elle conclu.

En 2019, l'UDMF a fait de la lutte contre l'[islamophobie](#) l'axe principal de sa campagne européenne et a affiché sa volonté de «désislamiser les débats». Lors des élections départementales de 2015, le parti réclamait le développement de la filière halal et de la «finance islamique», décrite comme un moyen de moraliser le capitalisme, ainsi que le retour du voile à l'école, dont l'interdiction serait «en totale contradiction avec nos valeurs présumées».